

Embargo :
Vendredi 5 septembre 2003
11h00



Seul l'exposé prononcé fait foi

Journée de l'économie
5 septembre 2003, Interlaken

Des marchés nationaux et internationaux: réflexions du point de vue d'une multinationale quant au rôle de la Suisse

Allocution de Marcel Ospel, Président du Conseil d'administration UBS

Mesdames, Messieurs,

D'après ce que je peux constater en observant notre assemblée aujourd'hui et si j'en crois les données démographiques relatives à la structure de la population suisse, j'en déduis que près des quatre cinquièmes d'entre vous êtes nés après la fin de la Deuxième guerre mondiale. Vous appartenez ainsi à une classe d'âge privilégiée puisque vous avez bénéficié jusqu'ici de la plus grande phase d'expansion économique de tous les temps. En effet, depuis la fin de la guerre, le volume des exportations mondiales est passé de 58 à 6000 milliards de dollars par an. Les salaires réels ont augmenté en moyenne de 300% dans notre pays.

Cette prospérité, nous la devons à quelques grands hommes d'Etat et économistes, qui ont œuvré pour un changement radical du système économique après la fin de la guerre, et notamment pour l'abandon du principe d'autarcie et de protection des marchés nationaux ainsi que pour le libre-échange transfrontalier, c'est-à-dire pour l'ouverture internationale des marchés et «la renonciation au mélange bien dosé entre marché, monopole et dictature économique», comme le disait ironiquement Wilhelm Röpke. Réduite en cendres, l'Europe devait revenir aussi rapidement que possible au niveau économique du reste du monde. De nouvelles institutions telles que le GATT, la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international ont accompagné cette ouverture progressive du marché.

Il s'en est suivi une augmentation considérable des échanges internationaux de biens et services, avec une intégration croissante des marchés. Le trafic transfrontalier de devises et de capitaux, puis le transfert de technologies, de connaissances et de savoir-faire ont ensuite tout naturellement emboîté le pas au commerce international. Enfin, avec les échanges d'idées et d'informations, les touristes et la main-d'œuvre ont eux aussi commencé à traverser les frontières.

La place financière de New York constitue un exemple édifiant de l'ampleur qu'ont pris les échanges internationaux. Des opérations sur devises d'une valeur de près de 1200 milliards de dollars y sont traitées chaque jour et à Wall Street, le volume journalier de transactions sur le marché international des actions se situe à peu près dans le même ordre de grandeur.

Aussi faut-il toujours nous référer à l'histoire contemporaine lorsque nous réfléchissons aux marchés nationaux et internationaux, débattons de réglementation et de déréglementation ou encore des avantages et inconvénients de la mondialisation. Il s'agit là d'une évolution sans précédent, qui est devenue sans conteste l'histoire d'une réussite – malgré quelques petites baisses de régime ponctuelles.

Aujourd'hui, la mondialisation de l'économie est devenue une réalité quotidienne et les mutations technologiques, politiques, institutionnelles, idéologiques et culturelles à son origine sont loin d'être achevées. Le potentiel offert par les télécommunications n'est pas encore pleinement exploité, par exemple: quel que soit l'élargissement des canaux de communication, de plus en plus de biens, de services, de capitaux, de technologies et d'informations s'engouffrent dans ce créneau. L'évolution technologique ne s'est pas arrêtée, en particulier si l'on songe à la biotechnologie et à la nanotechnologie. Un nombre croissant de pays recherchent activement l'intégration à l'économie mondiale et mettent en place les conditions politiques nécessaires pour ce faire.

Aussi la question n'est-elle pas de savoir si nous voulons ou non la mondialisation. Si aucune rupture brutale n'intervient dans la politique internationale, nous pouvons partir du principe que la mondialisation continuera d'avancer au cours des prochaines années, et même des prochaines décennies.

Il va néanmoins de soi que nous devons réfléchir à ses conséquences, qui sont perçues différemment et critiquées pour diverses raisons. Je me contenterai d'évoquer ici les arguments économiques en sa faveur, en sachant bien qu'elle déclenche par ailleurs certains réflexes culturels et politiques, surtout en Europe. Les effets du commerce international sur les marchés nationaux sont particulièrement controversés.

Pour moi, l'accroissement de la concurrence internationale fait clairement pencher la balance du bon côté car la concurrence permet une spécialisation et une répartition internationale du travail, donc un élargissement de la production qui permet de dégager des économies d'échelle (coûts et réductions des

prix) contribuant à la croissance économique. La pression concurrentielle internationale rationalise en outre les processus de production et accroît ainsi la productivité. Enfin, l'échange de technologies fait augmenter le rythme de l'innovation dans le monde entier et tous les intervenants en profitent, qu'il s'agisse de particuliers, d'entreprises, de pays ou de blocs économiques. Partout, les bénéfices, les salaires, les recettes fiscales et le niveau de vie augmentent.

Se pose bien entendu le problème de leur répartition équitable car tous les pays n'en ont pas bénéficié dans la même mesure jusqu'ici. Quoi qu'il en soit, il est faux d'affirmer que le tiers-monde a été le grand perdant de la répartition internationale du travail, comme le prétendent les altermondialistes. Les rapports de la Banque mondiale prouvent d'ailleurs le contraire: entre 1975 et 2000, les pays en développement et les pays émergents (non exportateurs de pétrole) ont vu leur part au total des exportations internationales passer de 18 à 30%. En Asie, les quatre dragons affichent une réussite exemplaire: Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan ont en effet vu leur part du commerce international augmenter de 3 à 10% au cours de cette période. Les pays à forte population comme la Chine et l'Inde ont également réduit l'écart qui les séparait des pays industrialisés. Depuis 1975, la plupart des pays en développement et des pays émergents ont enregistré une augmentation considérable de leur production par habitant. Il n'en demeure pas moins que de grandes divergences subsistent au sein de ces deux groupes: tandis que les élèves modèles que sont les quatre dragons gagnaient du terrain en Asie, certains des pays africains les plus pauvres ont été de plus en plus marginalisés.

D'où la question de savoir si la mondialisation attise les conflits et les troubles régionaux. Ces dépendances économiques fortement marquées sont-elles sources d'un plus grand nombre de litiges politiques et de conflits armés? Menacent-elles la stabilité de l'économie mondiale? Il est difficile de le dire. En effet, si l'économie mondiale a réagi assez sereinement au conflit en Afghanistan et aux deux guerres en Irak, les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont contribué à détériorer un climat économique déjà ébranlé, du moins sur le plan psychologique.

Le fait que certaines décisions économiques importantes qui étaient auparavant la chasse gardée des gouvernements nationaux soient de plus en plus fréquemment prises par d'autres organes telles que les grandes puissances économiques, des multinationales ou des organisations internationales fait également l'objet de vives critiques. La mondialisation menace-t-elle la souveraineté des Etats nationaux? Des phénomènes tels que les fluctuations conjoncturelles, le chômage ou la crise de l'Etat-providence seront-ils bientôt impuissants à son encontre? Est-elle source d'une opposition de plus en plus virulente contre le libre-échange s'exprimant dans le nationalisme et le néo-protectionnisme? Je ne le crois pas. Certains facteurs-clés de la croissance économique tels que l'évolution technologique, la démographie, les matières premières, la formation, la recherche et la politique financière relèvent et demeurent de la responsabilité des Etats souverains. Il s'agit donc d'éléments sur lesquels chacun peut exercer une influence directe.

Car comme l'a judicieusement fait remarquer l'économiste péruvien Hernando de Soto, même les pays en développement les plus pauvres ne sont pas condamnés à la passivité politique. Dans nombre de ces pays, il convient en premier lieu de procéder à des réformes radicales du système juridique afin d'accroître la sécurité juridique, de les rendre plus attractifs aux investisseurs et de légaliser toute l'économie souterraine, qui atteint parfois de gigantesques proportions.

Les critiques les plus virulents de la mondialisation opposent volontiers les intérêts économiques aux intérêts écologiques comme s'il s'agissait de deux éléments inconciliables et érigent le protocole de Kyoto en symbole de ce prétendu dualisme. Comme vous le savez, ce protocole fixe des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et permet aux entreprises de choisir entre différentes solutions afin de remplir leurs obligations: celles-ci peuvent optimiser leurs propres processus de production, participer à des projets de tiers ou encore négocier des certificats. Si la pertinence de cette évolution ne fait aucun doute, elle exige d'innover et d'investir dans la recherche et la technologie. Or pour cela, une condition est absolument nécessaire: la croissance de l'économie mondiale.

Mesdames, Messieurs,

La libération des marchés internationaux du joug des institutions a stimulé l'économie, mais laisse certaines questions en suspens. Ceux qui voient avant tout un potentiel de conflit dans les relations d'interdépendance économique internationales ressentent la mondialisation comme un danger pour l'humanité. Ceux qui mettent en avant les économies d'échelle indiscutables et les bénéfices en termes d'aisance qu'elle a d'ores et déjà permis de réaliser croient quant à eux à sa dynamique ininterrompue.

Comme vous le savez, je suis un optimiste et je ne vois pourtant aucune alternative valable au libre marché. Je crois cependant que nous avons besoin d'un cadre institutionnel soutenant l'évolution positive de la mondialisation et luttant contre toute conséquence négative. Les efforts actuellement déployés dans le cadre du «Programme de Doha pour le développement» de l'OMC vont dans le bon sens, car non seulement ils favorisent l'intégration des marchés, mais ils veillent à fixer un cadre légal multilatéral pour une meilleure répartition des fruits de ces efforts.

Lors de la conférence ministérielle de l'OMC qui débutera la semaine prochaine à Cancun, au Mexique, il s'agira de donner un nouvel élan aux négociations sur le plan technique en émettant des signaux clairs. L'Faciliter l'accès au marché des biens industriels et des services, conclure un accord sur le commerce et les investissements directs, mettre en place un accord facilitant les échanges: tels seront les principaux points à l'ordre du jour. Autant de sujets d'intérêt pour l'économie suisse.

Quel rôle la Suisse jouet-elle dans cette évolution?

- Jusqu'ici, il ne fait aucun doute que l'économie suisse compte parmi les grands gagnants de la mondialisation. Aussi le cycle de négociations de Doha est-il d'une importance capitale pour nous. Car étant donné que notre économie joue un rôle de premier ordre dans le cadre des relations d'interdépendance mondiales, nous sommes tributaires du bon fonctionnement des échanges internationaux.
- Les multinationales ne sont pas les seules bénéficiaires de la mondialisation, car l'évolution de notre économie intérieure dépend directement du résultat global de notre économie. Les exportations de biens et de services représentent ainsi près de 45% de notre produit intérieur brut. Plus nos biens peuvent circuler librement dans le monde, plus grand est l'impact de ces exportations sur notre revenu national et plus notre pays est attractif, y compris pour les petites et moyennes entreprise.
- Enfin, il ne faut pas négliger l'effet des termes de l'échange. L'exportation de produits et services onéreux et très élaborés nous donne accès à moindre coûts aux principales matières premières et produits d'importation, dont nous ne disposerions pas autrement.

Mais nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers. Œuvrer pour plus de libertés dans le monde ne suffit pas. Nous devons également accomplir nos devoirs. Les priorités qui ont été citées avant mon intervention demeurent valables d'un point de vue international.

Nous avons besoin d'un cadre politique stimulant la compétition économique. Notre économie est restée en relative bonne santé grâce à une réglementation du marché proportionnellement plus restreinte que chez nos concurrents européens directs. Mais certains inconvénients n'en découlent pas moins de l'augmentation supérieure à la moyenne qu'ont connu la quote-part de l'Etat et la quote-part fiscale au cours des dix dernières années. Nos marchés partiels fortement réglementés dans les télécommunications, l'électricité et l'agriculture ne sont pas non plus des figures de proue sur la scène internationale.

Que doit faire la Suisse pour se préparer à la libéralisation progressive des marchés internationaux? Nul besoin de changements révolutionnaires. Mais un consensus national est nécessaire dans trois domaines.

- D'abord, nous devons continuer à nous concentrer sur nos points forts, à savoir notre productivité élevée, notre stabilité politique et économique, notre valeur d'exemple dans le domaine de la formation et de la recherche, la qualité et la maturité technologique de nos biens et services, en particulier dans l'industrie chimique et pharmaceutique, l'industrie de machines et d'équipements électriques, la technique médicale et la finance. Des atouts que les politiques et le gouvernement peuvent soutenir en bridant leurs velléités de réglementation.

- Ensuite, la quote-part fiscale et celle de l'Etat doivent être maintenues à un niveau concurrentiel et les dettes doivent impérativement être maîtrisées. La Suisse consacre aujourd'hui 3,7 milliards de francs - soit 8% de son budget - au service de la dette au niveau fédéral. Ce que cela coûterait si le niveau des taux remontait à un niveau historiquement normal, dépasse l'entendement. En leur présentant une telle hypothèque, nous négligeons notre responsabilité pour le bien des générations futures de ce pays.
- Enfin, il faut donner un nouveau souffle aux libéralisations qui piétinent. Les distorsions qui subsistent encore aujourd'hui sur le marché doivent être enrayerées autant que possible.

Je dois également évoquer ici le problème de l'agriculture. Comme vous le savez, les pays en développement et les pays industrialisés font pression afin que les subventions agricoles et les taxes à l'importation sur les produits agricoles soient encore allégées. Ils ne voient pas pourquoi ils devraient ouvrir leurs marchés aux produits industriels venus du Nord si dans le même temps, ceux-ci entravent la concurrence dans le secteur agricole.

Je sais qu'il s'agit là d'un sujet délicat. Dans les médias, lors des tables rondes, ce thème fait l'objet de débats passionnés et nos agriculteurs n'hésitent pas à descendre dans la rue pour défendre leurs intérêts. Je sais également que l'entretien de nos paysages et l'approvisionnement en denrées alimentaires sont des domaines importants, où nous souhaitons prendre des décisions souveraines.

Mais il est clair qu'à terme, nous ne pourrions pas soustraire notre agriculture à la concurrence et au marché. Bien que les agriculteurs n'aiment pas l'entendre, cela implique également un débat structurel. Car pour soutenir la concurrence accrue venue de l'étranger, notre agriculture doit se fixer elle-même des objectifs d'amélioration de sa productivité et elle ne pourra se soustraire à cette pression au nom de la défense de quelques exploitations agricoles. Nous devons par conséquent repenser notre politique agricole. Désormais, son objectif premier ne doit plus être de maintenir des structures, mais de renforcer sa propre compétitivité. Nous pouvons débattre de ce sujet aujourd'hui comme nous pouvons repousser une fois de plus la discussion. Pour moi, une chose reste certaine: tôt ou tard, nous ne pourrions échapper à des changements radicaux et douloureux.

Et puis, quelque chose me gêne dans la position de certaines ONG: à mon sens, on ne peut pas condamner le libre-échange, demander à ce que les pays en développement soient traités sur un pied d'égalité avec les pays développés et vouloir protéger en même temps la structure agricole de son pays. Les ONG doivent remplir leur rôle de manière conséquente. Car malheureusement, comme le dit si bien le vieil adage, on ne peut pas faire d'omelette sans casser des œufs!

Mesdames, Messieurs,

J'arrive à la fin de mon intervention et j'en viens à la conclusion suivante: la mondialisation n'est pas un processus réversible. Les idées qui la sous-tendent et les chances qu'elle présente pour l'avenir de l'humanité sont plus fortes que toutes les peurs et que toutes les appréhensions.

L'ouverture du marché et la mondialisation doivent se poursuivre dans un cadre écologique et social clairement définis sur le plan juridique. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions atteindre une croissance durable. La répartition internationale du travail n'est pas un jeu du tout ou rien, où l'un gagne et l'autre perd; il s'agit d'un jeu donnant-donnant, dont toutes les économies peuvent profiter dans une même mesure.

Il serait naïf de croire que l'aisance procurée par la mondialisation n'a pas de contrepartie. Elle implique certaines conditions, dont des facultés d'adaptation économiques certaines, l'abandon de la monoculture et de la dépendance de ne serait-ce qu'un seul produit d'exportation, la renonciation aux conflits armés internationaux et aux guerres civiles, en un mot, la stabilité économique. Enfin, un cadre universel doit fixer des règles d'échange fiables, veiller à la stabilité du système financier international et entraver toute stratégie des grandes puissances adoptée au détriment des plus petits pays. Avec l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, nous disposons d'un instrument adéquat, qui peut encore être développé en cas de besoin.

Je suis convaincu que dans dix ans, le rapport de la Banque mondiale fera état d'une réduction de l'écart entre les pays industrialisés et les pays en développement. Il va de soi que cela ne sera pas possible sans certains revers temporaires. Mais rien ne changera au fait que seul le libre-échange international fait croître la prospérité dans le monde.